



Berlin Eco

NUMERO 34

© DG Trésor

5 novembre 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Dans ses [projections d'automne](#), le gouvernement fédéral table sur une contraction de 5,5 % du PIB en 2020 (-5,8 % estimés en septembre). Pour 2021, une croissance de 4,4 % (inchangée) est pronostiquée (2022 : +2,5 %). Le ministère fédéral de l'Economie souligne l'importance d'agir face à la recrudescence de l'épidémie, afin de ne pas freiner davantage la reprise économique. La chute des exportations en raison de la dégradation de nombreux marchés extérieurs est chiffrée à 10,3 % (+7,1 % en 2021), tandis que les importations (-7,1 %, puis +6,0 % en 2021) reculent moins fortement grâce à une demande domestique plus résiliente (portée notamment par la consommation de l'Etat : +4,7 %, puis +0,8 % en 2021). L'évolution de la consommation des ménages est chiffrée à -6,9 % (+4,5 % en 2021). Si les investissements en équipements (-15,8 % en 2020, +11,9 % en 2021) souffrent également de la morosité du commerce extérieur, les investissements dans la construction resteraient solides (+3,1 %), avant de ralentir en 2021 (+1,8 %). Le rôle du recours massif au chômage partiel dans la stabilisation du marché du travail est mis en avant (taux de chômage annoncé à 5,9 % en 2020 et à 5,7 % en 2021).

Le PIB allemand a crû de 8,2 % au troisième trimestre 2020 (-4,3 % en glissement annuel), selon [Destatis](#). Le rebond après une contraction de 9,8 % au deuxième trimestre a été porté par la consommation des ménages, les investissements en équipements et les exportations. Destatis précise que le niveau de PIB au troisième trimestre 2020 reste 4,2 % en-dessous de celui du quatrième trimestre 2019, juste avant la crise Covid-19.

Pour le quatrième trimestre 2020, l'institut [DIW](#) s'attend à une contraction de 1,0 % du PIB allemand. Les nouvelles restrictions imposées dans le cadre de la recrudescence de la pandémie toucheraient en particulier les services aux particuliers, tandis que l'industrie serait moins impactée que lors du premier pic épidémique au printemps.

L'[IW Köln](#) chiffre à -2 points l'effet d'un nouveau « lockdown » sur le PIB allemand en 2020. Dans le cas de l'application de mesures « de freinage », moins strictes qu'un « lockdown » complet, la perte de PIB atteindrait 1 point.

L'indice du climat des affaires de l'[ifo](#) baisse de 0,5 point en octobre pour s'établir à 92,7 points, après cinq hausses consécutives. Si l'appréciation de la situation actuelle s'est améliorée dans le secteur manufacturier et le commerce, elle s'est en revanche fortement détériorée dans les services et la construction. Les attentes pour les mois à venir se sont dégradées dans tous les secteurs en raison des inquiétudes quant à l'évolution de la pandémie. L'[ifo](#) a également publié les dernières valeurs de son indicateur concernant les **attentes de l'industrie sur ses exportations : en octobre, l'indice a perdu**



3,7 points pour s'établir à 6,6 points, reflétant là aussi le pessimisme des exportateurs allemands sur l'évolution des marchés extérieurs dans le contexte de pandémie.

L'indice du climat à la consommation de la fédération HDE perd 0,57 point en novembre pour s'établir à 98,09 points, après cinq hausses d'affilée. La fédération estime que le climat à la consommation pourrait continuer à se dégrader compte tenu du contexte de pandémie inquiétant. **De manière similaire, l'indice du climat à la consommation de l'institut GfK baisse de 1,4 point pour atteindre -3,1 points**, reflétant les inquiétudes croissantes des consommateurs à tous les niveaux (appréciation de la situation actuelle, propension à l'achat, attentes en matière de revenus).

Pour le mois d'octobre, Destatis annonce un taux d'inflation de -0,2 % (+0,1 % par rapport au mois précédent). L'influence de la baisse temporaire de la TVA (mesure du plan de relance du gouvernement allemand) serait significative dans cette évolution. La chute du prix de l'énergie ralentit légèrement (-6,8 % après -7,1 % en septembre), tandis que l'inflation sur les prix de l'alimentation s'accélère à nouveau (1,4 % après 0,6 % septembre).

D'après un sondage de l'institut IW Köln, 54 % des consommateurs interrogés indiquent ressentir l'effet de la baisse temporaire de TVA sur les prix. En outre, 37 % disent « comprendre » les entreprises ne transmettant pas la baisse de TVA sous forme de baisse de prix (23 % de réponses « neutres »). Seuls 30 % des interrogés estiment que la mesure temporaire est « inadaptée ».

POLITIQUE BUDGETAIRE

Un rapport de la Cour fédérale des comptes adressé au Bundestag alerte sur le niveau élevé du nouvel endettement du Bund (314 Md€ sur 2020-2021). Le gouvernement fédéral ne prévoirait pas suffisamment d'efforts pour « limiter les nouveaux crédits à un volume adapté à la situation exceptionnelle ». Le rapport souligne ainsi **des doutes sur la capacité d'une « normalisation » du niveau de dette** (comme après la crise financière de 2008-2009), et **des questions sur la « constitutionnalité » de ce recours à l'endettement** (justification de l'activation de la dérogation du frein à la dette constitutionnel). La Cour fédérale des comptes estime qu'un nouvel endettement de cette envergure est disproportionné et appelle le gouvernement fédéral à utiliser les larges réserves existantes et non utilisées pour ramener les comptes publics à l'équilibre.

L'association allemande des communes chiffre à 10 Md€ le déficit total des communes en 2021 (500 M€ cette année). Le président se dit « reconnaissant » de l'important soutien de la part du Bund et des Länder pour cette année, mais appelle à rapidement prévoir de nouvelles « aides de stabilisation » pour les années 2021 et 2022, sans quoi les investissements communaux ne pourront pas être garantis.

Selon une étude de l'IfW Kiel, les dépenses de défense de l'Allemagne passent en 2020 de 1,57 % à 1,8 % de PIB lorsque les « coûts des sanctions économiques » appliqués à des pays tiers sont pris en compte. Ces coûts sont interprétés comme « contribution à la sécurité globale » ; ainsi, le niveau de dépenses de défense de l'Allemagne se rapprocherait des exigences de l'OTAN en la matière (2 % de PIB).

POLITIQUES SOCIALES

Selon **Destatis**, l'Allemagne se place dans le tiers supérieur du classement parmi les pays de l'OCDE quant à la densité de **personnel de soin hospitalier** (soit 6 salariés soignants pour 1 000 habitants au 31 décembre 2018, une situation proche de celle observée en France : 5,7). Par ailleurs, le nombre de personnes commençant un apprentissage de personnel de soin (aux malades ou aux personnes âgées) a progressé en 2019 de 8,2 % en un an (**Destatis**).



Le [Bundestag](#) a adopté la loi de renforcement des **pharmacies** locales face aux pharmacies en ligne : les pharmacies en ligne (en Europe) n'ont plus le droit d'accorder aux assurés du régime général d'assurance maladie des rabais sur les médicaments soumis à prescription médicale.

Le [conseil](#) des ministres a adopté la prolongation jusqu'à fin mars 2021 de la loi de recours aux prestataires de **services sociaux**, visant à préserver l'infrastructure sociale : les prestataires de services sociaux (centres d'accueil pour handicapés notamment) confrontés à une baisse de leur activité sont éligibles à des aides publiques. Ils doivent en contrepartie soutenir la lutte contre la pandémie au niveau local en mettant à disposition - si besoin - une partie de leur personnel ou de leurs locaux.

La part des bénéficiaires de **minima sociaux** dans la population a légèrement diminué à 8,3 % à la fin 2019 (après 8,7 % en fin d'année 2018), leur nombre reculant de 4,7 % sur un an à 6,9 M de personnes à la fin 2019 (source [Destatis](#)).

La part des personnes avec des dépenses en **logement** trop élevées représentant plus de 40 % de leur revenu disponible a légèrement baissé en 2019 (à 14 %) par rapport à 2014 (16 %). L'Allemagne reste néanmoins en haut du classement européen (source : [Destatis](#)/EU-SILC).

Selon une [étude](#) des instituts ZEW et IAB, l'introduction du **salaire minimum** aurait renforcé significativement le recul du nombre d'autoentrepreneurs observé déjà avant 2015 en Allemagne. Néanmoins il existe quelques branches, notamment dans le secteur des services, où l'introduction du salaire minimum a conduit à une hausse du nombre d'autoentrepreneurs.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Le ministère fédéral des Finances souhaite relever l'exemption d'impôt sur le revenu de **l'actionariat salarial** de 360 à 720 € pour promouvoir le développement de *start-ups* et réduire la TVA sur le capital-risque. Le projet, actuellement en discussion au ministère fédéral de l'Economie, pourrait être adopté en conseil des ministres avant la fin de l'année pour une entrée en vigueur à l'été 2021.

BANQUES ET ASSURANCES

Selon une étude menée par l'institut de recherche *EHI Retail Institute*, les consommateurs allemands règlent leurs achats en ligne majoritairement par facture (environ 33 % des volumes d'achat), par Paypal (20 %), par virement (20 %), par carte de crédit (11 %) et par d'autres moyens (16 %).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Économique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert
Revu par : François Gautier

Version du 5 novembre 2020